

“Jeunes de cités”

Délinquance, émeutes et radicalisation islamiste

Gérard Mauger

La plupart des problèmes sociaux qui focalisent aujourd’hui en France l’intérêt des partis politiques, des médias et des sciences sociales – qu’il s’agisse de délinquance et d’insécurité, de violences urbaines ou d’émeutes et, aujourd’hui, de radicalisation islamiste – trouvent leur ancrage dans une fraction minoritaire de ceux que les médias désignent comme les “jeunes de cités” – “la racaille” de Nicolas Sarkozy ou “les caille-ras” dans le lexique indigène – incarnation contemporaine des “classes dangereuses”.

Sur la base de mes propres enquêtes (Mauger, 2006b; 2009) et des travaux de quelques autres, je voudrais montrer comment on peut tenter de rendre compte sociologiquement de cet ancrage, c’est-à-dire de mettre en évidence “les raisons” et “les causes” des pratiques délinquantes, émeutières, “djihadistes” d’une fraction des “jeunes de cités”, c’est-à-dire d’une minorité des jeunes des classes populaires, souvent issue de l’immigration et reléguée dans les Zones Urbaines Sensibles (ZUS). Parmi les multiples difficultés que rencontre ce genre d’enquête, il faut signaler la tension entre l’impératif sociologique de “prendre les gens comme ils sont” et l’aversion que certains d’entre eux peuvent susciter. D’un côté, il s’agit de rapporter méthodiquement les pratiques étudiées aux causes et aux raisons que les enquêtés ont de faire ce qu’ils font et d’être ce qu’ils sont et, dans cette perspective, de tenter de “se situer en pensée” à la place qu’ils occupent dans l’espace social (Bourdieu, 1993, pp. 7-8, 910). Mais, de l’autre, il est difficile, sinon impossible – au moins dans certains cas – de s’en tenir à l’irénisme d’Howard Becker (1967) qui, invitant à “prendre parti pour les dominés”, méconnaît que la misère matérielle et culturelle n’engendre pas systématiquement des “victimes

honorables". Contre la dénonciation d'une "absolution sociologique" implicitement contenue dans toute tentative d'"explication" ou de "compréhension"¹, il faut rappeler que prendre au sérieux le point de vue de ce genre d'enquêtés et tenter d'en rendre compte, ce n'est évidemment pas le justifier, le légitimer et moins encore le soutenir ou y souscrire: en l'occurrence, la compréhension peut aussi servir à mieux combattre des pratiques unanimement réprouvées².

Dans cette perspective, on montrera d'abord succinctement ce que la sociogenèse de ce groupe (très hétérogène) des "jeunes de cités" doit à la crise de reproduction des classes populaires depuis le tournant de la deuxième moitié des années 1975. Dans ce cadre, on s'efforcera ensuite d'analyser la sociogenèse de la "culture de rue". Plus précisément enfin, on tentera de rendre compte des pratiques délinquantes (du *business* à celles du "milieu" de la délinquance professionnelle) et des pratiques émeutières des "jeunes de cités", avant de proposer un schème d'interprétation des "radicalisations islamistes".

Une "crise de reproduction" des classes populaires

Le "mode de génération" des générations successives de jeunes des classes populaires (Mauger, 2015a) peut être défini par un état du système scolaire et du marché du travail, d'une part, et un état de l'offre de biens symboliques (politiques, syndicaux, culturels, religieux etc.), d'autre part. À partir du milieu des années 1970, se fait jour en France une crise profonde et durable du système scolaire, du marché du travail et de l'offre de biens symboliques, de sorte que le processus de consolidation de la condition salariale de l'après-guerre fait place à une "insécurité sociale" croissante et à la déstabilisation des modes de vie des classes populaires (Castel, 1995; Beaud et Pialoux, 1999; Mauger, 2006c). "Les jeunes de cités" constituent le point focal de cette "crise de reproduction", marquée par la *désindustrialisation*, le chômage, la précarisation et la dégradation de l'emploi ouvrier, la tertiarisation des emplois sans qualification, les transformations de l'espace résidentiel, la "massification" du système scolaire, les changements de l'encadrement des jeunes des classes populaires.

1. Voir le refus affiché par Lionel Jospin, alors Premier ministre, des "excuses sociologiques" des délinquants: "tant que l'on admettra des *excuses sociologiques* et que l'on ne mettra pas en cause la responsabilité individuelle on ne résoudra pas ces questions" (*Le Monde*, 7/1/1999) ou, plus récemment, la déclaration d'un autre Premier ministre, Manuel Valls (*Le Point*, 25/11/2015) insistant sur le fait qu'"aucune *excuse* sociale, *sociologique* et culturelle" ne doit être cherchée au terrorisme.
2. À cet égard, je dois préciser mon absence complète d'affinité avec l'objet. Je n'ai jamais partagé la prédilection des anarchistes pour les "hors la loi" (même si je peux les comprendre) et je n'ai, par ailleurs, aucune inclination à l'égard des pratiques religieuses: j'ai même de réelles difficultés de compréhension de l'adhésion inconditionnée à des vérités révélées.

Les transformations du marché du travail ouvrier

Les délocalisations et la restructuration de branches entières de la production industrielle (industries minières, métallurgiques, textiles etc.), la mise en place de nouvelles technologies et de nouvelles stratégies patronales (  commencer par la sous-traitance) ont provoqué la réduction du nombre d'emplois ouvriers et la dislocation des "forteresses ouvrières", l'extension du chômage de masse, la paupérisation et la précarisation de la périphérie du monde ouvrier, la ruine des métiers traditionnels et la dévalorisation des diplômes techniques qui ouvraient l'accès, la disqualification de "la force de travail simple" et des "valeurs de virilité" qui occupaient une place centrale dans la définition de l'identité masculine traditionnelle des milieux populaires (Mauger, 2006c). Ce déclin du groupe ouvrier est pour partie compensé par l'extension des emplois de production répertoriés désormais du côté des services (manutention, logistique etc.). De plus en plus d'ouvriers travaillent dans le tertiaire et se rapprochent ainsi du statut d'employés, alors que les salariés d'exécution du tertiaire, "ouvriers de service" en quelque sorte, s'apparentent aux ouvriers (Siblot *et al.*, 2015).

Les transformations du système scolaire

Le souci de se prémunir du chômage et du déclassement et l'espoir d'ascension sociale, liés à la prolongation massive des scolarités, permettent de rendre compte à la fois de la quête du salut social par les études longues, de la mobilisation scolaire plus ou moins désarmée des familles populaires, du discrédit des Lycées Professionnels (LP) et, plus généralement, de la filiere technologique par rapport à la filiere générale (Merle, 2002; Mauger, 2012). Mais, à cette "massification scolaire" correspondent à la fois la croissance des taux de scolarisation et l'égalisation jamais réalisée des chances scolaires: de façon générale, en effet, la structure de la distribution différentielle des profits scolaires s'est maintenue au prix d'une translation globale des écarts. Ce phénomène a de très nombreuses conséquences sur les transformations contemporaines des classes populaires (Beaud, 2002). La disqualification par l' cole tend désormais à l'emporter sur l'auto-élimination et l'accès au monde ouvrier est devenu la conséquence de l'échec scolaire. Mais, parce que la massification implique le report de l'élimination, prolongeant ainsi le stationnement d' "exclus en sursis" (Bourdieu et Champagne, 1993), elle renforce aussi, au moins dans certains cas, l'inculcation de la "reconnaissance sans connaissance de la culture" qui est au principe de la "bonne volonté culturelle" (Bourdieu, 1979, p. 367) et d'une révérence désarmée par rapport à tout ce qui ressemble à

de la culture. Parce que la conquête du statut de lycéen, sur fond de brouillage des classements scolaires, entretient "l'illusion promotionnelle" sans nécessairement permettre d'échapper aux voies de la relégation scolaire et sociale, parce que le Lycée Professionnel (LP) est un espace dominé et différencié, où la promotion des titulaires de "bacs professionnels" reste incertaine, la plupart des élèves de LP, refusant la condition ouvrière, n'en sont pas moins voués au salariat précaire. Ainsi peut-on comprendre que le système scolaire soit à la fois l'objet de tous les espoirs (suscités par "l'école démocratique") et de toutes les déceptions (provoquées par les mécanismes ordinaires de "la reproduction").

Les transformations de l'espace résidentiel

Comment est-on passé, par ailleurs, des "banlieues rouges" aux "quartiers sensibles"? Divers mécanismes permettent de rendre compte de l'apparition de "ces cités dont on parle" (Bourdieu, 1993; Maslet, 2003). L'amélioration progressive du logement ouvrier, élevant la barrière à l'entrée, a d'abord durci la coupure entre les ouvriers qualifiés (dont l'accession au logement neuf symbolisait l'ascension collective) et les ouvriers spécialisés (OS) et manœuvres (souvent immigrés). Puis, la nouvelle politique du logement et, en particulier, la loi Barre de 1977 ont facilité l'accès à la propriété des familles populaires (Bourdieu, 2000), d'où la sortie massive des HLM des ménages d'ouvriers professionnels (OP) et des couches moyennes et le déclassement des "grands ensembles" qui ont cessé d'incarner la réussite ouvrière. Clientèle de substitution, les familles immigrées accèdent alors aux grands ensembles et en accélèrent le déclassement: ainsi se creuse la division entre "ouvriers pavillonnaires" et "ouvriers de cités". Enfin, la dégradation de la condition ouvrière à partir de la deuxième moitié des années 1970 frappe prioritairement les ouvriers les moins qualifiés et, parmi eux, les ouvriers immigrés les plus récents. Pour "les établis" (Elias et Scotson, 1997), "rester en HLM" est la conséquence de l'impossibilité d'accéder à la propriété, l'objectivation spatiale de leur précarisation salariale et/ou de l'échec conjugal: "coincés dans le quartier", ils sont souvent les porte-parole de "la cause sécuritaire", rétablissant ainsi symboliquement la distance spatialement abolie qui les séparait antérieurement des familles immigrées. Si, à l'inverse, l'accès aux grands ensembles a pu apparaître comme une promotion sociale pour les familles immigrées issues des cités de transit, la crainte de voir leurs fils "prendre la mauvaise pente", "tomber dans la drogue et la délinquance" les fragilise. Conscientes d'être "mises dans le même sac" que les "cassocés", elles sont également prises au piège du quartier. S'il est vrai que "la relégation dans ces concentrations de logements publics en déshérence à la périphérie des villes se fonde prioritairement sur l'appartenance de

classe et non sur l'appartenance ethnique"³ (Wacquant, 2006), "l'origine immigrée" focalise, depuis le début des années 1980, l'intérêt des politiques, des journalistes et des sociologues. Outre, en effet, que le chômage de masse et la précarité touchent en priorité les "jeunes sans qualification" (où les enfants d'immigrés sont surreprésentés) et que la relégation spatiale concerne prioritairement les familles les plus démunies (souvent immigrées), outre les discriminations raciales, le travail politique du Front National, relayé par les médias, a contribué à inscrire durablement la "question de l'immigration" sur l'agenda politico-médiatique. Désormais, le stéréotype du "jeune de cités" ne se réduit plus à la panoplie ("survet", casquette, baskets") associée à un genre musical (le rap), mais intègre la couleur de la peau: "les jeunes de cités" sont arabes ou noirs⁴.

Les transformations de l'encadrement des "jeunes de cités"

Parallèlement, l'effondrement des États socialistes, la disqualification du "socialisme réel" et des formes de messianisme politique qui en étaient solidaires, la dévaluation subite du marxisme, la "désouvriérisation" du PCF et les "recentrages" syndicaux (Misch, 2015) ont désorienté et disqualifié politiquement les classes populaires. D'où également le déficit d'encadrement politique des "jeunes de cités". Aux formes traditionnelles d'organisation, politiques, syndicales, religieuses, culturelles etc., se sont superposées de nouvelles formes d'encadrement (Mauger, 2001b). Encadrement associatif ou religieux: des "grands frères" aux imams (Kakpo, 2007; Jouanneau, 2013). Encadrement étatique: "politiques d'insertion" (Mauger, 2001a; Zunigo, 2007), "politique de la ville" et promotion de la "diversité culturelle", entreprises de "conversion des dispositions" et inculcation de la "logique du projet" à un pôle (Zunigo, 2007); renforcement des "politiques sécuritaires" à l'autre (Mucchielli, 2001; Bonelli, 2008).

Sociogenèse de la "culture de rue"

Pour rendre compte, dans ce contexte de "crise de reproduction", de la "culture de rue" et de ses transformations, on s'efforcera de reconstituer la genèse des trajectoires familiales, scolaires professionnelles des "jeunes de cités" qui conduisent à se

3. De ce fait, les cités de banlieue sont culturellement hétérogènes.

4. Il faudrait s'interroger sur la place prise par les industries culturelles, par les "porte-parole" de cette jeunesse populaire dont une fraction a pu accéder à l'université et par l'importation des "*cultural studies*", dans ce travail de représentation, d'esthétisation, de réhabilitation des "minorités ethniques", mais aussi, inséparablement, de désignation, de séparation, d'ethnisation.

l'approprier. Dans cette perspective, on analysera successivement les rapports qui s'établissent entre familles populaires et "école de masse", entre école et "culture de rue", entre "culture de rue" et marché des emplois subalternes.

"Héritages du pauvre" et échec scolaire

Le déficit de capital scolaire dans les familles d'origine pèse de multiples façons sur le parcours scolaire des enfants⁵. Outre que les familles les plus démunies ne disposent ni des informations nécessaires sur le fonctionnement du système scolaire, ni des savoirs et savoir-faire culturels légitimes, la langue qu'elles parlent et transmettent est scolairement disqualifiée. Parler la langue des banlieues avec le style articulatoire correspondant, implique une faible acculturation aux normes langagières dominantes et reste "une des médiations les mieux cachées par lesquelles s'instaure la relation entre l'origine sociale et la réussite scolaire" (Bourdieu et Passeron, 1970). Ce handicap capital culturel hérité va presque toujours de pair avec le déficit de capital économique. Les familles populaires les plus démunies de ressources économiques et culturelles sont aussi celles qui connaissent une forte proportion de familles monoparentales, qui comptent un nombre d'enfants particulièrement élevé, qui ont connu un parcours résidentiel mouvementé et des "accidents biographiques" fréquents (licenciements, accidents de travail, invalidités, décès, conflits conjugaux, problèmes judiciaires etc.). Dans les familles désaffiliées de la société salariale, où la vie n'est plus régulée par les horaires contraints de la vie professionnelle, l'expérience réitérée d'une temporalité familiale à la fois uniforme et arythmique, soumise au jour le jour à l'urgence et à l'imprévu, engendre l'intériorisation de dispositions à la fois défaitistes et oniriques. Le sens de pratiques scolaires, qui supposent à la fois autocontrainte et croyance en l'avenir scolaire et professionnel, échappe à bon nombre d'enfants issus de ces familles précarisées (Beaud, 2002). Par ailleurs, outre que la cohabitation sous le même toit de plusieurs générations implique une promiscuité qui ne favorise guère le travail scolaire, l'exiguïté des logements entrave la surveillance parentale. Les horaires des emplois postés ou des emplois flexibles et/ou la multiplication des emplois, les distances à parcourir, les horaires décalés empêchent la présence régulière des parents au domicile familial et en particulier celle des pères. Confrontées à l'impossibilité matérielle d'assurer le contrôle et à l'incapacité culturelle d'assurer le suivi (en particulier scolaire) d'enfants "qui leur

5. Les sorties sans qualification du système scolaire se maintiennent à environ 8 % d'une génération depuis 1995: 150 mille à 160 mille jeunes interrompent chaque année leur scolarité avec pour seul diplôme un CAP ou un brevet ou sans aucun diplôme.

échappent” (dans tous les sens du terme), soumises aux injonctions contradictoires de travailleurs sociaux qui les invitent à moins de sévérité et plus de rigueur, les familles sont labellisées “démissionnaires” : constats de faillite qui consolident leur disqualification. Ainsi les enfants sont-ils souvent “livrés à eux-mêmes” et l’affaiblissement du contrôle familial renforce la socialisation par le groupe de pairs⁶ (la rue et ses occupations comme espace de socialisation juvénile) et affaiblit la prégnance de l’encadrement scolaire.

Échec scolaire et “culture de rue”

La ségrégation socio-spatiale conduit les enfants des fractions les plus démunies des classes populaires à fréquenter les mêmes établissements scolaires : ceux où les taux de réussite au brevet et au baccalauréat sont particulièrement faibles et les taux de redoublement particulièrement élevés. Les difficultés d’apprentissage précoces, sont omniprésentes et les performances scolaires très faibles. Pour l’essentiel, elles s’expliquent par la difficile conversion des pratiques langagières et des structures sociolinguistiques issues de la socialisation primaire au sein des familles populaires, en pratiques langagières scolaires et en structures sociolinguistiques (et sociocognitives) scolaires (Millet et Thin, 2005). Les difficultés d’apprentissage des “fondamentaux” conduisent à l’hypoactivité scolaire et au retrait du jeu scolaire : manque d’attention, absentéisme chronique, pratiques de survie au sein de l’espace pédagogique, comportements perturbateurs, etc. Plus l’écart se creuse par rapport aux exigences scolaires, plus la présence en classe apparaît inutilement humiliante, plus la probabilité de fuir la situation scolaire ou de perturber l’activité pédagogique s’accroît. L’“idéologie du don” naturalise ces difficultés en attribuant des “capacités” virtuelles, entravées par des problèmes psychologiques ou en déplorant des “limites indépassables”. L’échec scolaire produit ainsi un sentiment d’indignité particulièrement destructeur.

La reconnaissance du groupe de pairs est alors d’autant plus recherchée que l’école est vécue comme un lieu de disqualification : la reconnaissance par la rue (pratiques agonistiques, réponse au défi, solidarité vindicative) compense la stigmatisation par l’école. L’investissement dans la culture de rue a pour corollaire l’émulation dans la gestion turbulente de l’ennui en classe. L’indiscipline collective permet de transformer une situation de disqualification, de passivité et d’ennui en activité ludique, en spectacle, sinon en revanche. Les relations se durcissent entre “eux” (les agents de

6. Les trajectoires des aînés influencent celles des cadets en proposant “à domicile” des modèles d’identification positive ou négative accessibles. Ainsi les cadets d’un aîné déjà établi dans la “culture de rue”, sont-ils familiarisés précocement avec un univers délinquant banalisé, crédités d’une “immunité diplomatique” dans le quartier, mais aussi dotés d’un “pedigree de famille à problèmes”.

l'institution scolaire et les "bons élèves", "bouffons", "bolos" ou autres "intellos"⁷) et "nous" (les "nuls" mais aussi les "durs" précocement investis dans la culture de rue). Les sanctions, attestations d'insoumission à l'ordre scolaire et de loyauté envers le groupe des pairs, deviennent de véritables trophées et la frontière entre les activités des bandes dans la rue et dans l'espace scolaire devient de plus en plus poreuse. La sélection du collègue au lycée par le biais de la répartition entre le cycle général et le cycle technique (perçu comme une "voie de garage"), opère le grand partage entre la majorité de ceux auxquels le système offre une possibilité d'intégration et la minorité de ceux qui se tournent alors vers le monde des bandes.

"Culture de rue" et "inemployabilité"

Pour les "jeunes de cités" sortis sans aucun diplôme de l'école et pour une partie des titulaires de diplômes dévalués, qui n'ont en définitive pas d'autres ressources à faire valoir sur le marché du travail qu'une force physique obsolète et des "valeurs de virilité" périmées, labellisés "inemployables", la stabilisation dans un emploi durable est l'horizon souvent indéfiniment éloigné d'une période de transition où alternent emplois précaires, stages et chômage et ce sas est d'autant plus long que le capital scolaire détenu est plus faible. Depuis la fin des années 1970, des dispositifs d'insertion successifs ont institutionnalisé, la transition entre système scolaire et marché du travail de la fraction la plus démunie des "jeunes de cités", mettant en place de nouvelles formes d'encadrement et institutionnalisant la figure du "stagiaire perpétuel" (Mauger, 2001a; Zunigo, 2007). Les obstacles objectifs à l'accès à l'emploi – chômage de masse, disqualification de la force de travail simple, sélection accrue à l'embauche et discrimination raciale – sont, en effet, redoublés par un mécanisme subjectif. Au "goût du nécessaire" qui conduisait les fils d'ouvriers à "travailler dur", sans même se demander s'ils pourraient ne pas le faire, s'est substituée une "aversion" pour les emplois subalternes, par ailleurs difficilement accessibles, qui leur sont proposés: "le rêve macho-prolétarien de faire ses huit heures plus les heures supplémentaires tout au long de leur vie d'adulte dans un atelier syndiqué à un poste difficile [a] été remplacé par le cauchemar d'un travail de bureau subalterne, mal payé et très féminisé" (Bourgois, 2001). Les emplois possibles sont souvent, en effet, des emplois de services (commerce ou bureaux), ou des emplois ouvriers dispersés dans des univers beaucoup plus proches des prestataires de services que des ateliers de production: de ce fait, l'écart s'est creusé entre la culture de rue et ses valeurs de virilité et les dispositions requises dans le secteur tertiaire (coursiers, employés de maison, agents de nettoyage, travailleurs de la

7. L'équivalent des "fayots" de Paul Willis (2011).

restauration etc.) ou même dans l'usine moderne (disponibilité, initiative, flexibilité etc.). Le sens commun du travail "en col blanc" est étranger aux "jeunes de cités" et leur sens de la dignité dans le contact interpersonnel (le refus de la subordination) est peut-être encore plus inadapté que leurs capacités professionnelles.

Délinquance, émeutes et radicalisation islamiste

En dépit des transformations de l'espace tripolaire des styles de vie déviants des jeunes des classes populaires que j'avais mis en évidence à la fin des années 1970 – les bandes, le milieu et la bohème populaire (Mauger, 2006b, 2009) –, la pérennité du "monde des bandes" et du "milieu" de la délinquance professionnelle est manifeste⁸. Par ailleurs, les émeutes de novembre 2005 sont venues porter à leur paroxysme les "violences urbaines" sporadiques depuis le début des années 1980. Enfin, les attentats terroristes de 2015 ont déplacé puis focalisé l'intérêt vers "la radicalisation islamiste" d'une fraction des "jeunes de cités".

Du monde des bandes au "milieu" des professionnels du *business*

Le monde des bandes occupe une position centrale dans l'univers délinquant: il est caractérisé par une logique agonistique qui valorise un virilisme agressif, dont l'enjeu est la conquête, la défense et l'amélioration d'une position "en vue" dans la hiérarchie des réputations locales. La "tchatche", les "vannes" cherchent à tourner l'autre en dérision et ces luttes symboliques participent à la construction des réputations. Mais elles s'acquièrent surtout dans les "bastons" au sein de la bande, avec les bandes des cités voisines ou encore avec la police. Les "embrouilles", internes ou externes, les intrusions sur le territoire de la cité adverse ou les expéditions punitives obéissent à la grammaire de l'honneur associée à la logique agonistique. Dans cette compétition honorifique qui oppose les cités entre elles, les médias fonctionnent comme une instance de consécration qui contrôle l'entrée "dans la cour des grands" (Mauger, 2006b; Mohammed, 2011).

Par ailleurs, l'échec des tentatives d'insertion professionnelle, les dispositions à l'égard des emplois accessibles, l'impératif de "la débrouille", la congruence entre une définition dominante de la réussite sociale et les "success stories" des *dealers*, le travail de légitimation morale du *business* font souvent de l'engagement dans l'économie illégale le choix le moins humiliant et le plus rassurant (Tafferant, 2007).

8. "La bonne volonté culturelle" trouve à s'exprimer aujourd'hui dans divers registres constitutifs d'une "bohème populaire" contemporaine diversifiée: du mouvement "*punk*" à la "culture *hip hop*".

L'investissement dans "l'économie souterraine" (*deal*, vol, recel et vente de diverses marchandises) permet, en effet, de s'approprier les attributs statutaires de l'excellence juvénile (vêtements de marque, voiture, argent de poche etc.) et, ce faisant, de "sauver la face". Dans la mesure où la mise en place et le maintien d'un réseau de revendeurs supposent une emprise territoriale (à fins commerciales) qu'il s'agit de défendre contre les empiètements de la concurrence, le "capital agonistique" acquis dans le monde des bandes a cours dans le *business*. Plus spécifiquement, le *deal* implique une plus grande porosité par rapport au "milieu" de la délinquance professionnelle et l'existence d'un "pôle délinquant" dans le quartier en fait une aire de recrutement et de transmission des savoir-faire délinquants, ouvrant un espace d'"opportunités déviantes".

Si l'on peut mettre en évidence une hiérarchie indigène des délits – du vol à l'étalage au braquage – il n'y a pas de solution de continuité entre le "monde des bandes" et le "milieu" de la délinquance professionnelle. La hiérarchie interne au trafic de drogue, la logique de la surenchère inspirée par "le culte de la performance" (caractéristique du pôle agonistique), la prison qui favorise l'accumulation de capital social dans le monde de la délinquance professionnelle et la transmission des savoir-faire correspondants, élargissant ainsi le champ des possibles délinquants, permettent de rendre compte du passage d'un pôle à l'autre⁹. La conversion de l'amateurisme au professionnalisme suppose néanmoins celle des dispositions: habitudes de consommation qui consolident le refus du salariat, aspirations à l'indépendance professionnelle, adaptation à un avenir illégal, etc. La professionnalisation implique aussi la réduction des risques (la discrétion s'oppose à l'ostentation) et la délégation des tâches les plus dangereuses à des "apprentis". De façon générale, la pratique professionnelle passe par l'apprentissage d'un ensemble de pratiques économiques qui peuvent être étudiées comme telles: conquête, extension, fidélisation d'une clientèle impliquent la mobilisation des ressorts communautaires et du capital social associé à l'appartenance à la cité. La professionnalisation suppose aussi une division du travail et des méthodes de recrutement: délégation des "corvées" aux petits délinquants, mobilisation des réseaux de sociabilité des jeunes embauchés, fidélisation des apprentis et maintien des *outsiders* dans la dépendance. Elle passe également par l'établissement de connexions entre économie illégale et économie légale, le contrôle de la concurrence (capacité de représailles) et suppose la maîtrise de techniques de blanchiment. Enfin, si cette accumulation illégale de capital économique est indissociable de stratégies d'accumulation de capital symbolique dans le

9. Il y a néanmoins une sorte de jurisprudence locale par rapport aux délits "tolérables", du point de vue des risques encourus et de la morale indigène.

monde délinquant, la professionnalisation délinquante passe aussi par la conformité aux r les familiaux ( tre un “bon fils” et faire “un bon mariage”).

Pratiques  meuti res

Depuis la fin des années 1970, les affrontements entre le monde des bandes et la police sont devenus de plus en plus fréquents, inaugurant une série de “violences urbaines” qui trouvent leur apogée avec “l’émeute de novembre 2005”.   quelques variantes près, le scénario de leur déclenchement est immuable: la mort d’un jeune des cités perçue, à tort ou à raison, comme la conséquence d’une “bavure” policière met le feu aux poudres. Pour comprendre les effets suscités chez les “jeunes des cités” par l’irruption de la police sur leur territoire, il faut l’inscrire dans l’histoire quotidienne des contrôles policiers   répétitions. Omniprésente, la police intervient quotidiennement: du simple contrôle d’identité jusqu’à l’opération de maintien de l’ordre massive, en passant par les opérations de police judiciaire (interpellations, perquisitions etc.). C’est ainsi que les relations entre les jeunes qui occupent l’espace public de la cité et les policiers sont devenues structurellement conflictuelles, accompagnées de violences symboliques et physiques réciproques. L’habitus agonistique propre au “monde des bandes” porte, en effet, à percevoir la police comme une bande rivale (dotée de la même espèce de capital et des mêmes valeurs de virilité, investie dans la même logique d’appropriation du territoire, usant de la même sémantique guerrière assortie du rappel permanent des violences passées et de la chronique annoncée des violences à venir). “L’intrusion” de la police dans le territoire de la cité s’inscrit dans le registre des *casus belli* entre bandes rivales. La logique de l’honneur impose de défendre le territoire (le quartier) envahi par une bande adverse, de répondre (insultes à distance, “caillassages”, affrontements, embuscades) aux harcèlements, aux insultes racistes, aux brutalités, aux “bavures impunies” et aux humiliations (fouilles au corps, pantalons baissés) vécues comme des provocations.

De ce point de vue, “l’émeute” de novembre 2005 était à la fois routinière (par sa nature) et inédite (par son ampleur et sa durée). Certains exégètes ont cru voir dans les émeutiers une nouvelle avant-garde des “ill galismes populaires”, décrivant “l’émeute” comme une “révolte du précariat”, une “révolte des ghettos” ou encore une “révolte des “minorités visibles” (Mauger, 2006a). Les enquêtes menées depuis lors ont mis en évidence l’émotion et la colère suscitées par deux *alter ego* “morts pour rien”, l’indignation suscitée par le sacril ge d’une grenade lacrymogène tombée dans une mosquée et par les propos du ministre de l’Intérieur incriminant les victimes et exonérant la police de toute responsabilité, le sentiment d’injustice provoqué par le traitement différentiel des “Français de souche” et des enfants d’immigrés,

valident, me semble-t-il, la description que j'avais faite de l'émeute comme "révolte protopolitique" explicable dans le registre de l'"économie morale" propre aux jeunes de cités (Thompson, 1971) et de "l'économie du capital symbolique" propre au monde des bandes (Mauger, 2006a). "L'ethnisation" des "jeunes de cités" me semblait néanmoins possible pour deux raisons. D'une part, parce que les processus de ségrégation sociale et spatiale et le racisme produisent *de facto* un groupe séparé, que des entrepreneurs d'identité culturelle peuvent désigner comme "ethnique" ou "communautaire". D'autre part parce que, dans un contexte de dérégulation politique, les imams ont pu trouver, dans ces cités abandonnées de tous, une terre de mission où la religion pouvait apparaître comme l'ultime ressource symbolique disponible pour des "jeunes de cités" scolairement, professionnellement et politiquement disqualifiés. De fait, les enquêtes ultérieures à l'émeute ont mis en évidence la prégnance croissante d'une vision "ethnalisée" du monde avec le corollaire de la discrimination perçue comme "la cause" d'une condition dominée (Mauger, 2011). On peut comprendre l'écho trouvé par cette explication mono-causale, dans la mesure où elle a toutes les propriétés des explications simples et *omnibus*, capables de rendre compte aussi bien de l'échec scolaire que de l'échec professionnel, dans la mesure aussi où elle permet de refouler le sentiment d'indignité associé à la disqualification sur ces différents marchés (en reportant la disqualification – morale – sur ceux qui disqualifient sur la base de critères racistes), dans la mesure également où elle a les apparences de l'objectivité associée à la statistique spontanée, dans la mesure enfin où elle bénéficie de la légitimité dont la crédite une partie du champ politique et du champ intellectuel. Reste que, sans nier l'existence de discriminations scolaires, professionnelles etc., on ne saurait faire de la discrimination raciale le principe explicatif central des classements scolaires, professionnels, etc.: ainsi, en dépit de l'intensité et de la persévérance de l'investissement scolaire des familles immigrées (leurs aspirations sont plus élevées que celles des Français d'origine de même milieu social), l'échec comme la réussite scolaire dépendent, pour les enfants d'immigrés comme pour les autres, du capital culturel hérité (Brinbaum et Kieffer, 2005). Il s'avère ainsi que l'intérêt à la vérité n'a rien d'universel: la distance des résultats sociologiques à l'égard des convictions premières (qui sont souvent des "idées reçues") les disqualifie par rapport à des interprétations plus proches des attentes des profanes et plus capables de les satisfaire.

Pratiques religieuses

Pour rendre compte de l'apparition d'une "offre islamiste" dans les "quartiers" (Pingaud, 2013), il faut d'abord rappeler comment l'implantation de l'Islam est

venue concurrencer l'offre communiste en déclin dans "les cités" et mettre en évidence le rôle stratégique d'"entrepreneurs religieux locaux": les "imams de quartier" (Jouanneau, 2013). L'autonomisation institutionnelle de l'Islam procède de l'autonomisation des compétences et des pratiques religieuses, mais elle a également partie liée avec l'apparition de la politique de la ville associée, en ce qui concerne les migrants et leurs descendants, à la *doxa* de "l'altérité culturelle" ou de la "double culture". Cette requalification d'une fraction des classes populaires par rapport à sa dimension "immigrée", cette "réinvention des origines" inspirent une pléiade de dispositifs d'actions spécifiques (prévention, insertion, lutte contre l'échec scolaire, etc.) qui impliquent la mise en place d'un marché de l'emploi d'animation locale à faible "droit d'entrée", délégué à des agents autochtones: ainsi se met en place un "tissus associatif beur". Au prix d'une conversion de l'engagement "beur" en engagement "islamiste" et des ressources militantes accumulées en "capital religieux", ces nouvelles élites des quartiers, nouveaux modèles d'identification, "intellectuels organiques" des "jeunes de cités", sont des acteurs centraux de la réislamisation des quartiers. Petits porteurs de capital scolaire devenus "entrepreneurs de morale", ils élargissent progressivement leurs publics et participent activement à la banalisation de l'Islam dans l'espace public.

Ce champ religieux relativement autonome est caractérisé par la très inégale distribution des capitaux (religieux, politique, économique) entre ses différents pôles. Ainsi peut-on expliquer à la fois les formes de concurrence entre les "offres d'Islam" (par rapport à ce qui constitue l'enjeu propre au champ: le monopole de la définition légitime de l'Islam), les luttes entre "établis" et "nouveaux entrants", entre légitimité traditionnelle (érudition religieuse) et orthopraxie (conformité des pratiques aux rites prescrits) et rendre compte de leurs audiences quantitativement inégales et qualitativement différenciées. Ainsi peut-on mieux comprendre également les rapports entre champ politique et champ religieux, le pouvoir politique national ou local ayant la capacité d'arbitrer les luttes internes au champ religieux – sinon en imposant "une bonne définition de l'Islam", du moins en soutenant tel ou tel pôle au sein du champ religieux – et de peser sur l'issue des luttes symboliques entre "entrepreneurs d'Islam" mobilisant des ressources très inégales et ayant recours à différents répertoires d'actions en faveur de causes proprement religieuses: construction de mosquées, pratiques vestimentaires (voile) et pratiques alimentaires (cantines)¹⁰.

10. En fait, l'implantation de l'Islam dans les quartiers s'opère dans un contexte indissociablement national et transnational. Pour rendre compte de l'état du champ religieux musulman en France il faudrait étudier non seulement les effets qu'exercent les représentants de l'État français et les fédérations musulmanes françaises, les gouvernements d'États d'émigration, mais aussi les mouvements islamiques transnationaux (comme le mouvement piétiste "Tabligh", le mouvement réformiste, le fondamenta-

Dans une perspective proprement sociologique, "les laïcs n'attendent pas – ou pas seulement – [de la religion] des justifications d'exister capables de les arracher à l'angoisse existentielle de la contingence et de la déréliction ou même à la misère biologique, à la maladie, à la souffrance ou à la mort, mais aussi et surtout des justifications d'exister dans une positions sociale déterminée et d'exister comme ils existent, *i. e.* avec toutes les propriétés qui leur sont socialement attachées" (Bourdieu, 1971a, p. 312). De ce point de vue, il s'agit de mettre en évidence les conditions sociales d'appropriation d'une offre religieuse diversifiée, son ajustement aux dispositions des publics visés et, dans le cas présent, les diverses modalités d'appropriation de l'islam¹¹. Si cette diversité condamne virtuellement à la collecte infinie de situations particulières¹², on peut néanmoins dégager des logiques propres aux "jeunes de cités". Dans le cas des "intellectuels de première génération" soumis aux injonctions contradictoires de l'éloignement des origines ("deviens un autre") et de la fidélité aux origines ("reste toi-même"), l'engagement religieux est à la fois un gage de fidélité ou de "ré-affiliation" et un investissement qui permet de ne pas déroger à la promotion culturelle en privilégiant les aspects lettrés d'une culture millénaire. À l'autre pôle, l'appropriation de l'islam (et de ses marqueurs les plus visibles: cosmétiques et vestimentaires) par des jeunes en échec scolaire investis dans le *business* peut être comprise comme un gage accessible à tous (sans "droit d'entrée") de "conversion morale", un "marqueur de bonne conduite" de "voyous retournés" opposable à la déchéance morale des *dealers* ou de "toxicos repousseurs". Quant à ceux qui ont juste assez fréquenté l'école pour y intérioriser une "bonne volonté culturelle" plus ou moins désarmée, l'appropriation de l'islam peut apparaître comme une "requalification palliative à la relégation scolaire" (Kakpo, 2007, p. 198), une stratégie de revalorisation symbolique d'"intellectuels frustrés", valorisant en général "l'orthopraxie" plus accessible et plus visible que "l'orthodoxie" et se prêtant mieux aux logiques de surenchère. Pour rendre compte enfin du "fait religieux djihadiste", sans doute faut-il analyser le message djihadiste comme légitimation et

lisme salafiste ou wahhabite et, bien sûr aussi, les différents groupes djihadistes) relayés par des imams et/ou des sites internet.

11. Symétriquement, "le travail religieux" peut être décrit comme un "travail incessant d'adaptation et d'assimilation qui permet d'établir la communication entre le message religieux et les récepteurs sans cesse renouvelés et profondément différents des destinataires originels tant dans leurs intérêts religieux que dans leur vision du monde" (Bourdieu, 1971a, p. 19). Synchroniquement, "les représentations et les conduites religieuses qui se réclament d'un seul et même message originel, ne doivent leur diffusion dans l'espace social qu'au fait qu'elles reçoivent des significations et des fonctions radicalement différentes dans les différents groupes ou classes" (Bourdieu, 1971b, p. 315).
12. En ce qui concerne la radicalisation islamiste, sauf à considérer que chaque djihadiste est un cas singulier, il semble qu'on puisse distinguer deux cas de figures: ex-délinquants plus ou moins "professionnalisés", d'une part, et "intellectuels prolétariques", d'autre part.

mobilisation des propriétés “guerrières” objectivement associées à des croyants¹³ qui se recrutent, pour la plupart, dans l’univers délinquant et n’ont pas d’autres ressources à faire valoir qu’un “capital agonistique” accumulé dans le monde des bandes et parfois réinvesti dans “le milieu” de la délinquance professionnalisée. Mobilisation qui s’opère dans le cadre d’une vision manichéenne du monde social opposant croyants et infidèles, juifs et musulmans qui trouve ses racines dans le passé colonial, le conflit israélo-palestinien, ou la Guerre du Golfe¹⁴ et de “théories du complot” bien faites pour réhabiliter “l’intelligence” scolairement disqualifiée de “types à qui on ne la fait pas”. Mobilisation sur la base de la promesse faite aux “classes négativement privilégiées”, comme dit Max Weber, d’un salut dans l’au-delà: “représentation du Paradis comme lieu d’une félicité individuelle”, espérance d’un monde renversé où les derniers seront les premiers, transformant les stigmates en signes annonciateurs de l’élection religieuse”, subversion posthume de l’ordre social, compensation céleste des conditions matérielles d’existence de “jeunes sans avenir”, visée de l’avenir propre à ceux qui n’ont pas d’avenir. Le désespoir terrestre (“misère de condition” et/ou “misère de position” induite par le désajustement des aspirations et des chances objectives (Bourdieu, 1993) et le renoncement à toute amélioration future de son sort ici bas peut inciter, en effet, à ne plus attendre d’autre salut que céleste dans la conformité aux commandements divins (“orthopraxie”), quitte à devoir s’en remettre à de petites entreprises de salut hérétiques définies par leur travail d’ajustement entre les révélations du prophète et la demande de cette fraction des “jeunes de cités”, qui les canalise vers le “djihad”¹⁵.

13.   cet égard, selon Max Weber, “si l’on veut caractériser d’un mot les groupes sociaux qui ont été les porteurs et les propagateurs des religions universelles, on peut indiquer [...] pour l’Islam, le guerrier conquérant du monde” (*Wirtschaft und Gesellschaft*, pp. 400-401, cit. in Bourdieu, 1971a, p. 10). Ainsi peut-on comprendre une réception sélective et passéiste adaptée aux valeurs agonistiques portées par la fraction des “jeunes des cités” affiliée au “monde des bandes” ou au “milieu” (de la délinquance professionnalisée).
14. Selon Bourdieu, ici très proche de Marx, “les catégories de pensée théologique sont ce qui rend impossible de penser et de mener la lutte des classes en tant que telle en permettant de la penser et de la mener en tant que guerre de religion” (Bourdieu, 1971b, p. 311).
15.   propos de ces “hérésiarques”, il faudrait également se demander dans quel univers social ils se recrutent en ayant à l’esprit le rôle du “bas clergé” et, plus généralement de “l’intelligentsia prol taroid e” dans les mouvements hérétiques et celui des conjonctures de crise dans leur apparition: de même que Mauss relevait que les guerres suscitent des hérésies, Evans-Pritchard notait que le prophète est lié à la guerre (cit. in Bourdieu, 1971b, pp. 331-332).

Références

- BEAUD, S. (2002), *80% au bac. Et après?... Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris, La Découverte.
- _____. & PIALOUX, M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris, Librairie Arthème Fayard.
- BECKER, H. S. (1967), "Whose side are we on?". *Social Problems*, 3 (14): 239-247.
- BONELLI, L. (2008), *La France a peur: une histoire sociale de "l'insécurité"*. Paris, La Découverte.
- BOURDIEU P. (1971a), "Genèse et structure du champ religieux". *Revue Française de Sociologie*, 12-3: 295-334.
- _____. (1971b), "Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber". *Archives Européennes de Sociologie*, 1 (XII): 3-21.
- _____. (1979), *La distinction: critique sociale du jugement*. Paris, Minuit.
- _____. (dir.). (1993), *La misère du monde*. Paris, Seuil.
- _____. (2000), *Les structures sociales de l'économie*. Paris, Seuil.
- _____. & CHAMPAGNE, P. (1993), "Les exclus de l'intérieur". In: BOURDIEU, P. (dir.). *La misère du monde*. Paris, Seuil.
- _____. & PASSERON, J.-C. (1970), *La reproduction: éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris, Minuit.
- BOURGOIS, P. ([1995] 2001), *En quête de respect: le crack à New York*. Trad. Lou Aubert. Paris, Seuil.
- BRINBAUM, Y. & KIEFFER, A. (2005), "D'une génération à l'autre, les aspirations éducatives des familles immigrées: ambition et persévérance". *Éducation et Formations*, 72: 53-75.
- CASTEL, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat*. Paris, Librairie Arthème Fayard.
- ELIAS, N. & SCOTSON, J. L. ([1965] 1997), *Logiques de l'exclusion*. Trad. Dauzat P.-E. Paris, Librairie Arthème Fayard.
- JOUANNEAU, S. (2013), *Les imams en France: une autorité religieuse sous contrôle*. Marseille, Agone.
- KAKPO, N. (2007), *L'Islam, un recours pour les jeunes*. Paris, Presses de Sciences Po.
- MASCLET, O. (2003), *La gauche et les cités: enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris, La Dispute.
- MAUGER, G. (2001a), "Les politiques d'insertion: une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail". *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1 (136-137): 5-14.
- _____. (2001b), "Précarisation et nouvelles formes d'encadrement des classes populaires". *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1 (136-137): 3-4.
- _____. (2006a), *L'Émeute de novembre 2005: une révolte protopolitique*. Bellecome-en-Bauges, Croquant.
- _____. (2006b), *Les bandes, le milieu et la bohème populaire: études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*. Paris, Belin.

- _____. (2006c), "Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans". In: LOJKINE, Jean; COURS-SALIES, Pierre & VAKALOULIS, Michel (dirs.). *Les nouvelles luttes de classes en France*. Paris, PUF.
- _____. (2009), *Sociologie de la délinquance juvénile*. Paris, La Découverte.
- _____. (2011), "Les raisons de la colère: sur l'émeute de novembre 2005". In: BÉROUD, Sophie; GOBILLE, Boris; HAJJAT, Abdellali & ZANCARINI-FOURNEL, Michèle (dirs.), *Engagements, rebellions et genre (1968-2005)*. Paris, Archives Contemporaines.
- _____. (2012), *La "Théorie de la reproduction" à l'épreuve de la "massification scolaire"*. Édition franco-portugaise, trad. Teresa Cruz, Virgilio Borges Pereira et José Madureira Pinto. Porto, Instituto de Sociologia, Universidade do Porto.
- _____. (2015a), *Âges et générations*. Paris, La Découverte.
- _____. (2015b), "Sur les attentats des 7 et 9 janvier 2015". *Savoir/Agir*, 31: 81-88.
- MERLE, P. (2002), *La démocratisation de l'enseignement*. Paris, La Découverte.
- MILLET, M. & THIN, D. (2005), *Ruptures scolaires: l'école à l'épreuve de la question sociale*. Paris, PUF.
- MISCHI, J. (2014), *Le communisme désarmé: le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*. Marseille, Agone.
- MOHAMMED, M. (2011), *La formation des bandes: entre la famille, l'école et la rue*. Paris, PUF.
- MUCCHIELLI, L. (2001), *Violences et insécurité: fantasmes et réalités dans le débat français*. Paris, La Découverte/Syros.
- PINGAUD, É. (2013), *L'implantation de l'Islam dans les "quartiers": contribution à l'analyse du succès d'une offre symbolique*. Paris, Thèse EHESS, 2013.
- TAFFERANT, N. (2007), *Le business: une économie souterraine*. Paris, PUF.
- THOMPSON, E. P. (1971), "The moral economy of the English crowd in the eighteenth century". *Past & Present*, 50 (1): 76-136.
- WACQUANT, L. (2006), *Parias urbains: ghetto, banlieues, État*. Paris, La Découverte.
- WILLIS, P. ([1977] 2011), *L'École des ouvriers: comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*. Trad. Bernard Hoepffner. Marseille, Agone.
- ZUNIGO, X. (2013), *La prise en charge du chômage des jeunes: ethnographie d'un travail palliatif*. Bellecombe-en-Bauges, Croquant.

Resumo

"Jovens de regiões desfavorecidas": delinquência, conflito e radicalização islamita

Para abordarmos sociologicamente a ancoragem da delinquência, das violências urbanas e da radicalização islamita numa fração de jovens de regiões desfavorecidas, estudamos inicialmente a crise de reprodução das classes populares associadas às transformações do mercado de trabalho, do sistema escolar, do espaço residencial e do enquadramento desses jovens de regiões desfavorecidas.

Em seguida, estreitando o foco da observação, consideramos a sociogênese da cultura de rua (os legados do pobre com fracasso escolar, o investimento na cultura de rua e a não empregabilidade), para focalizar, enfim, o mundo dos bandos e o meio da delinquência profissional, as práticas de desordem e o ressurgimento de práticas religiosas.

Palavras-chave: Classes populares; Crise de reprodução; Cultura de rua; Delinquência; Enquadramento; Conflito; Não empregabilidade; Radicalização islamita.

Résumé

"Jeunes de cités": délinquance, émeutes et radicalisation islamiste

Pour rendre compte sociologiquement de l'ancrage de la délinquance, des violences urbaines et de la radicalisation islamiste dans une fraction des jeunes de cités, on étudie d'abord la crise de reproduction des classes populaires associée aux transformations du marché du travail, du système scolaire, de l'espace résidentiel, de l'encadrement des jeunes de cités, puis, en resserrant la focale de l'observation, la sociogénese de la culture de rue (des héritages du pauvre à l'échec scolaire, l'investissement dans la culture de rue et l'inemployabilité), pour se focaliser enfin sur le monde des bandes et le milieu de la délinquance professionnelle, les pratiques émeutières et le revival des pratiques religieuses.

Mots-clés: Classes populaires; Crise de reproduction; Culture de rue; Delinquance; Encadrement; Emeute; Inemployabilite; Radicalisation islamiste.

Abstract

Young people from disadvantaged areas": delinquency, conflict, and Islamist radicalization

Looking for a sociological approach to the anchoring of delinquency, urban violence and Islamist radicalization in a fraction of young people from disadvantaged areas, we first studied the reproduction crisis of the popular classes associated with the changes in the labor market, the school system, the residential space and the framing of these young people from disadvantaged areas. Then, narrowing the focus of observation, we consider the sociogenesis of street culture (the legacy of the poor with school failure, the investment in street culture and the unemployment), to focalize the world of gangs and the environment of professional delinquency, disorder practices, and the revival of religious practices.

Keywords: Classes populaires; Crise de reproduction; Culture de rue; Delinquance; Encadrement; Emeute; Inemployabilite; Radicalisation islamiste.

Texto recebido em 1/2/2016 e aprovado em 2/2/2016. DOI: 10.11606/0103-2070.ts.2016.110569.

GÉRARD MAUGER é diretor de pesquisa emérito do CNRS (Centro Nacional de Pesquisa Científica) e pesquisador no Centro de Sociologia Europeia (CNRS-Ehess). E-mail: gerard.mauger@cse.cnrs.fr.